

Léon Blum, un intellectuel en politique

Serge Berstein

Bien que l'entrée en politique de Léon Blum soit relativement tardive (il a 45 ans lorsqu'il décide de s'y consacrer et 47 ans lorsqu'il est élu député pour la première fois), c'est comme homme politique de premier plan qu'il est resté dans l'histoire. Pour autant, on ne saurait oublier que, durant toute la première partie de sa vie, c'est comme écrivain que Léon Blum a souhaité être reconnu et c'est à l'écriture qu'il a consacré l'essentiel de son activité, parallèlement à sa profession de haut magistrat au Conseil d'Etat. Et cependant, même dans cette phase littéraire de sa vie, la politique n'est jamais absente de ses préoccupations et elle constitue même un élément essentiel des critères d'appréciation des œuvres littéraires ou dramatiques qu'il aura à juger comme critique. Inversement, devenu homme politique, de 1917 à 1950 et ayant abandonné depuis 1914 toute ambition littéraire, il ne cessera jamais d'envisager la politique sous l'angle de la réflexion intellectuelle, selon des raisonnements rigoureux et profonds qui n'envisagent les actes politiques qu'en fonction du but et des valeurs à faire triompher. En ce sens, il est par ces traits, comme il a voulu l'être par son action, l'héritier et le continuateur de Jaurès.

Un intellectuel tenté par la politique

Ambition littéraire et désir de justice

La jeunesse de Léon Blum est celle d'un bon élève à l'intelligence précoce et aux dons multiples qui rêve de devenir un grand écrivain. C'est cette ambition qui le conduit tout à la fois à participer très jeune à des revues littéraires d'avant-garde comme *La Conque*, fondée par son ami Pierre Louÿs où il s'essaie à la poésie symboliste, *Le Banquet*, dirigé par Fernand Gregh, où il côtoiera Proust et donnera ses premières chroniques, genre qui paraît mieux lui convenir, avant de devenir en 1893 l'un des piliers de *La Revue Blanche* où se retrouvent, aux côtés de valeurs consacrées comme Mallarmé, les grands écrivains qui montent tels Apollinaire, Tristan Bernard, Marcel Proust, Jules Renard ou Charles Péguy, sous l'inspiration du maître à penser de la jeunesse littéraire de l'époque, Maurice Barrès¹. Cette ambition littéraire qui occupe l'essentiel du temps de ce jeune homme, de 18 à 21 ans, rend également compte d'un de ses rares échecs (qu'il ne considère peut-être pas comme tel) : le bon élève, poursuivant sur sa lancée, a été admis (en 23^e position sur 25) à l'Ecole normale supérieure en 1890 à l'âge de dix-huit ans ; il en est exclu un an plus tard pour avoir

¹ Sur cette activité littéraire du jeune Léon Blum et le contexte dans lequel elle s'inscrit, Géraldi Leroy et Julie Bertrand-Sabiani, *La vie littéraire à la Belle Époque*, Paris, PUF, 1998, et Jacqueline Pluet-Despatin, Michel Leymarie et Jean-Yves Mollier, *La Belle Époque des revues 1880-1914*, Paris, Editions de l'IMEC, 2002.

échoué à la licence de lettres (option philosophie) qu'il prépare sans grande conviction, absorbé qu'il est par ses activités d'écriture. Il est vrai que le plaisir de son succès a été gâté par le scepticisme ou les sarcasmes de ses amis, Gide ou Louÿs, qui le convainquent qu'une carrière d'enseignant sonne le glas d'un génie littéraire. Il lui faudra attendre 1894 pour obtenir ses licences de droit et de lettres, ce qui n'est guère glorieux pour un jeune homme dont chacun vante l'intelligence ².

Or cette activité littéraire intense ne saurait dissimuler une autre facette de Léon Blum, l'ardent désir de justice qui le tenaille et dans lequel il consent à reconnaître la marque d'un héritage judaïque qui ne semble guère par ailleurs revêtir à ses yeux une réelle importance. Or quelle autre mission serait plus haute et plus noble pour un jeune homme que de combattre pour le triomphe de la justice en faisant bénéficier de ses bienfaits l'humanité tout entière ? En retrouvant ainsi, de manière quasi spontanée, les voies du prophétisme juif, Léon Blum sera sans cesse tenté par l'action politique à laquelle il finira par vouer son existence. Mais, pour l'heure, il n'est qu'un jeune homme de vingt ans qui doit s'affirmer et faire ses preuves. Que la politique l'intéresse, on en a la preuve par l'article d'analyse politique qu'il livre à *La Revue Blanche* en 1892, intitulé « Les progrès de l'apolitique en France » et dédié « à M. Maurice Barrès, député de la 2^e circonscription de Nancy ³ ». On a voulu y voir un éloge de l'anarchie ou une critique voilée de l'indifférentisme politique auquel conduirait l'égotisme barrésien. Peut-être convient-il d'y discerner non la manifestation précoce d'un génie politique, mais l'exercice de style d'un jeune homme doué, désireux de montrer ses qualités d'analyste à un maître qu'il admire et rêve de suivre et d'imiter. Il faut attendre quelques mois pour voir Léon Blum passer de l'analyse distanciée à un choix politique.

Le socialisme et l'affaire Dreyfus

S'il faut en croire la relation qu'en fait en 1931 Léon Blum à Louis Lévy qui la publiera ⁴, le jeune homme serait devenu socialiste en 1893, à l'occasion d'une rencontre fortuite avec Lucien Herr, le bibliothécaire de l'Ecole normale supérieure, celui-là même qui aurait convaincu Jaurès d'adhérer au socialisme. Léon Blum a alors 21 ans et rien dans ses habitudes, son mode de vie, son action dans les années qui suivent ne permet de constater les effets pratiques de cette conversion brutale.

Sa principale préoccupation demeure la poursuite d'une carrière littéraire désormais bien engagée à *La Revue Blanche*, tout en visant un établissement dans la société, en jeune homme sérieux. Il prépare alors avec ardeur le concours d'auditeur au Conseil d'Etat où il est reçu en décembre 1895, ce choix n'étant probablement pas sans rapport avec son admiration pour Stendhal (dont il rédigera la biographie quelques années plus tard) qui a su mener de front une carrière de haut magistrat et une œuvre littéraire de premier plan. Deux mois plus tard, il se marie, suivant l'exemple de son ami André Gide qui vient d'épouser Madeleine et dont il est convaincu qu'il a su trouver ainsi le chemin du bonheur.

Désormais installé dans la vie, il consacre la plus grande part de son temps à *La Revue Blanche* où il vient d'être chargé de la « Chronique des Livres » et à laquelle il donne régulièrement des écrits qui, sous le couvert de *Nouvelles conversations de*

² Serge Berstein, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006, p. 26-30.

³ *Ibid.*, p. 30-33.

⁴ Louis Lévy, *Comment ils sont devenus socialistes*, Paris, Editions du Populaire, 1931.

Goethe avec Eckermann, traitent de problèmes moraux, sociaux, politiques, évoquent la vie littéraire ou les grands débats du moment. Non seulement Léon Blum y accorde une large place aux problèmes politiques, privilégiant les luttes internes au sein du mouvement socialiste ou l'affaire Dreyfus et ses retombées, mais le fait qu'il parle sous le couvert de Goethe n'a rien d'anodin, puisqu'il voit en lui l'esprit universel par excellence, guidé par l'humanisme et le sens de la justice universelle⁵. C'est d'ailleurs avec l'affaire Dreyfus qu'il fait sa première entrée en politique. Longtemps convaincu de la culpabilité du capitaine, sceptique devant les plaidoyers de Bernard Lazare ou de Michel Bréal dont il soupçonne qu'ils défendent sans preuve un coreligionnaire, il se laissera convaincre par Lucien Herr qu'un innocent a été injustement condamné, et c'est au nom de la justice, et non comme juif, qu'il se rangera dans le camp dreyfusard. L'Affaire constitue un tournant dans sa vie. Le combat pour des valeurs qu'il juge primordiales le conduira à rompre avec Barrès, son maître en littérature, et à s'attacher à Jaurès dont il deviendra et restera jusqu'à l'assassinat du dirigeant socialiste, le fidèle et l'ami. Son rôle dans l'affaire Dreyfus est limité, le devoir de réserve du membre du Conseil d'Etat le contraignant à n'agir qu'en coulisse en donnant aux avocats de Dreyfus et de Zola des conseils juridiques⁶. Mais l'épisode va le pousser à s'engager derrière Jaurès, à participer au sauvetage de la maison d'édition de Péguy (que celui-ci quittera d'ailleurs très vite) en finançant ce qui deviendra la Société nouvelle de librairie et d'édition, à enseigner à l'Université populaire de la rue Mouffetard, à constituer avec ses amis de la Société nouvelle le groupe de l'Unité socialiste qui participe aux débats entre les écoles socialistes de l'époque. Ce qui le conduit à participer aux côtés de Jaurès à la fondation de *L'Humanité*⁷ dont il finance les débuts difficiles et recrute l'équipe chargée des rubriques culturelles. En 1905, il adhère à la SFIO après le congrès de la salle du Globe et cotisera jusqu'à sa mort (avec la seule interruption des années de l'Occupation) au parti socialiste.

Toutefois, le premier engagement politique de Blum s'arrête là. Durant l'été 1905, il quitte *L'Humanité* devenu le journal de la SFIO. Adhérent de cette dernière, il ne milite guère et sa participation se borne à donner quelques consultations juridiques à ses collègues de parti. Les raisons de cette mise entre parenthèses de l'action politique de l'intellectuel socialiste sont diverses : crainte de sacrifier une vie confortable partagée entre le Conseil d'Etat et les premières théâtrales, la critique dramatique étant désormais sa spécialité littéraire, réticences de son épouse qui ne partage guère ses choix politiques, déception de voir que la SFIO s'organise autour du marxisme dogmatique et révolutionnaire de Guesde plutôt qu'autour du socialisme humaniste et réformiste de Jaurès... A cette date de 1905, Blum retourne à ses activités littéraires.

Un critique engagé

De 1905 à 1914, Léon Blum exerce donc conjointement, comme par le passé, son activité de juriste au Conseil d'Etat, tout en devenant un critique dramatique connu et

⁵ Léon Blum, *Nouvelles conversations de Goethe avec Eckermann*, dans *L'œuvre de Léon Blum*, vol. 1, 1891, 1905, Paris, Albin Michel, 1954.

⁶ Léon Blum, *Souvenirs sur l'Affaire*, dans *L'œuvre de Léon Blum*, vol. 4-2, 1934-1940, Paris, Albin Michel, 1965. Serge Berstein, *Léon Blum, op. cit.*, p. 48-69.

⁷ Serge Berstein, *Léon Blum, op. cit.*, p. 82-84.

apprécié. Ses deux professions ne sont certes pas équivalentes à ses yeux et il n'est pas certain que la première soit la plus importante pour lui. Il n'hésite d'ailleurs pas à écrire en 1913 qu'il se considère comme « un critique de profession et de vocation ⁸ », ce qui est faire bon marché de son appartenance à un des grands corps de la République. Au demeurant, après le passage à vide qui suit dans ce domaine son départ de *L'Humanité*, ce ne sont plus des revues d'avant-garde qui publient ses critiques, mais des périodiques au public beaucoup plus large, *La Grande Revue*, *Comœdia*, *Le Matin...*, ce qui fait de lui un observateur de la vie théâtrale courtois et redouté par les auteurs. A la différence de critiques qui s'efforcent de théoriser les raisons de leur choix, Léon Blum est un critique pragmatique qui ne se réclame d'aucune méthode pré-établie : il dit pourquoi il aime ou il n'aime pas les pièces qu'il a vues et force est de reconnaître que la postérité n'a guère ratifié ses choix lorsqu'il couvre d'éloges un Paul Hervieu, un René Boylesve, un Paul Adam ou un Edouard Estaunié, pour ne pas parler de son ami Georges de Porto-Riche en qui il voit le Racine des temps nouveaux (il est vrai que l'Académie française en fera un Immortel après la Première Guerre mondiale). Qui aime-t-il ? D'abord ses amis et ils sont nombreux, d'André Gide à Proust, d'Henry Bernstein à Gustave Geffroy. Ensuite les grands auteurs universels, Shakespeare ou Goethe. Il juge Marivaux très supérieur à Molière... Mais au-delà de ses choix littéraires, le véritable critère de ses critiques est politique. Il porte aux nues les auteurs dont il lui apparaît que l'argument apporte de l'eau au moulin du socialisme. *L'histoire socialiste* de Jean Jaurès fera l'objet d'une recension dithyrambique, Paul et Victor Margueritte se verront tresser des louanges pour leur livre sur la Commune et Henry Bataille, dont il avait éreinté la première pièce qu'il avait à juger, finira par le convaincre de trouver ses œuvres géniales par solidarité politique. Mais, pour ceux qui apparaissent comme les adversaires ou les concurrents du socialisme, la critique est sans pitié. Il profitera de la critique du livre de Marcellin Berthelot, *Science et libre pensée*, pour se livrer à une philippique contre le solidarisme de Léon Bourgeois qu'il déteste, en ce qu'il voit dans cette doctrine un concurrent du socialisme (bien que dans son action politique ultérieure il n'ait jamais fait que du solidarisme). Avant de rompre avec Barrès au moment de l'affaire Dreyfus, il fera de respectueuses objections au maître sur le « théorème social » exposé dans *Les Déracinés*. Et quand Paul Bourget qu'il déteste fait représenter en 1910 au théâtre du Vaudeville une pièce intitulée *La Barricade* qui invite les classes dirigeantes à faire front par la force contre la menace pour la civilisation que constitue l'action syndicale, Blum réagit en considérant que la guerre de classes dont Bourget veut démontrer l'inéluctabilité est fondée sur un montage strictement artificiel et sur des personnages stéréotypés sans aucune vérité psychologique, la seule circonstance atténuante de Bourget étant... sa confusion d'esprit ⁹ ! Aussi, si Blum est considéré par l'opinion comme un critique de talent, apprécié du public et des lecteurs de périodiques, il est aussi un critique contesté en raison de ses critères de choix. Emile Faguet qui lui reconnaît de la finesse, du goût, un sens psychologique estime cependant que ses passions politiques gâtent ces qualités :

« Mais quelles sont ses idées et ses passions ? Elles sont assez simples. M. Léon Blum a horreur du christianisme ; - il a horreur, par suite, d'une

⁸ Léon Blum, Préface à Stoullig, *Annales du théâtre et de la musique*, 1913, dans *L'œuvre de Léon Blum*, vol. 2, 1905-1914, Paris, Albin Michel, 1962.

⁹ Serge Berstein, *Léon Blum, op. cit.*, p. 96-111.

certaine morale traditionnelle qu'il ne définit guère, mais qui me semble être tout simplement la morale ; il est nietzschéen ; - il déteste l'idée de patrie et le patriotisme ; enfin il est socialiste d'une manière qu'il ne définit pas non plus, mais enfin, il rêve d'une société fondée sur des bases nouvelles et surtout sur la base d'une égalité réelle ¹⁰. »

Son ancien condisciple d'Henri-IV, André Gide ne dit pas autre chose :

« Ah ! si la politique ne courbait pas à ce point ses pensées, quel fin critique ce serait ! Mais il juge choses et gens d'après ses opinions, non d'après son goût... Tout ce qu'il dit aimer, on n'est peut-être pas sûr qu'il l'aime, mais bien qu'il croit l'aimer et sait pourquoi ¹¹. »

Mais le jugement le plus tranchant et le plus sévère vient du metteur en scène Jacques Copeau :

« J'oserai le dire à présent : M. Blum n'aime pas le théâtre. Il y vient avec les autres spectateurs. Il en parle avec goût et sans passion... Pour connaître M. Blum, il faudra l'attirer sur un autre terrain ; pour qu'il réagisse ouvertement, pour qu'il s'émeuve et s'échauffe, il faut qu'un autre aiguillon le touche. Nonchalant de s'engager à fond quand seule la valeur esthétique d'un ouvrage est en question, nous le verrons donner toute sa réserve, découvrir toutes ses ressources, faire l'emploi le plus subtil, le plus brillant, le plus décisif de sa finesse, de sa logique, de son éloquence, s'il s'agit de faire triompher une conviction morale ou sociale... Là un sentiment profond, authentique, une conviction vivante ouvrent les yeux du critique et décident son jugement, le guident, l'entraînent, le forcent... Dominé par des questions de principe, dévoué à ses convictions ou à ses amis, ce rare esprit est surtout fait pour accueillir des convictions de parti ¹². »

D'une certaine manière, on peut comprendre que cet intellectuel dominé par des considérations politiques ait saisi la première occasion de sauter le pas et de devenir, à la faveur de la guerre de 1914, un homme politique à part entière.

Un homme politique aux réflexes d'intellectuel

Le socialisme d'un intellectuel

L'entrée en politique de Léon Blum ne le fait en rien renoncer à la réflexion intellectuelle qui a nourri son activité littéraire, mais elle lui fait retrouver les voies de l'approche philosophique du temps de ses études de licence. C'est-à-dire que, pour lui, toute action concrète, toute opinion émise, tout jugement sur les événements ne

¹⁰ Emile Faguet, dans *La Revue latine*, 25 février 1907, Cité dans *Cahiers Léon Blum*, « Léon Blum avant Léon Blum : les années littéraires 1892-1914 », n° 23-24-25, 1988.

¹¹ André Gide, *Journal 1887-1925*, Paris, Gallimard, 1996 « Bibliothèque de La Pléiade », 5 janvier 1907, p. 547.

¹² Jacques Copeau, « Sur la critique au théâtre et sur un critique », *Nouvelle Revue Française*, janvier 1911, cité dans *Cahiers Léon Blum*, « Léon Blum avant Léon Blum... », *op. cit.*

sont que l'émergence d'un cheminement déductif dont les prémisses se situent très en amont de l'engagement politique. A la base, une conviction profonde qui éclaire toutes ses prises de position : le socialisme est l'aboutissement de tous les progrès de l'humanité depuis la plus lointaine Antiquité, le point culminant du processus de civilisation et il est le moyen d'assurer dans l'avenir le bonheur de l'homme dans une humanité renouvelée¹³. A partir de là, sa priorité absolue consiste, dans le sillage de Jaurès, à préserver l'unité du parti socialiste SFIO puisque celui-ci est l'instrument du progrès humain, à accroître son audience par l'éducation jusqu'à ce que l'humanité tout entière adhère spontanément à ses propositions, faisant ainsi l'économie des insurrections, barricades et autres émeutes sanglantes. Car celles-ci, même si elles aboutissent à la prise du pouvoir, ne sauraient être confondues avec la révolution. La révolution, le but final, c'est la modification du régime juridique de la propriété par la substitution de la propriété collective à la propriété individuelle.

Le socialisme de Léon Blum étant ainsi défini (et il ne changera rien à cette définition jusqu'à sa mort) n'implique pas nécessairement l'adhésion au marxisme. En fait, il ne se cache pas, avant 1914 de juger médiocre la métaphysique de Marx, de considérer avec un certain dédain sa doctrine économique et, on l'a vu, de n'éprouver que peu d'attrance pour Guesde et ses amis¹⁴.

Devenu, dès 1919, un dirigeant socialiste de premier plan, chargé de rédiger le programme électoral de la SFIO pour les élections de novembre, il va combattre avec énergie l'adhésion du parti socialiste à la III^e Internationale, se montrant le critique le plus impitoyable de ce qu'il tient pour la déviation léniniste du marxisme. C'est bien l'intellectuel qui, dans le discours célèbre qu'il prononce au congrès de Tours de 1920, se montrera le procureur le plus rigoureux du communisme naissant en démontant impitoyablement tous les caractères du bolchevisme qui lui apparaissent comme autant d'hérésies, y compris par rapport au marxisme, qu'il s'agisse des modalités de la prise du pouvoir, de l'organisation partisane, de l'absence de démocratie et de libre discussion, d'une dictature du prolétariat destinée à se prolonger indéfiniment, etc. Ce qu'il met en cause, ce ne sont pas les paroles ou les actes des dirigeants bolcheviks, c'est la nature même de l'identité communiste¹⁵. Et comme il persistera durant toute sa carrière politique dans cette démonstration, il suscitera chez les communistes français une haine durable qui confine à l'irrationnel par ses excès mêmes.

Du même coup, dans la mesure où il accuse le communisme de trahir le marxisme, Léon Blum se trouve en quelque sorte contraint de professer celui-ci. Il a d'autant moins le choix que le nouveau parti socialiste SFIO issu de la scission de Tours entend répondre aux accusations de trahison envers la classe ouvrière proférées par les communistes, en se déclarant révolutionnaire, en considérant que le marxisme est constitutif de son identité et que ce parti repose sur une majorité néo-guesdiste conduite par le secrétaire général Paul Faure et son adjoint Jean-Baptiste Séverac. La cause est donc entendue : à la fois pour des raisons de cohérence et pour préserver l'unité du parti, Léon Blum sera marxiste sans qu'on sache véritablement s'il est convaincu de ses affirmations. Il reste qu'en 1933, il s'opposera avec véhémence, en

¹³ L'expression la plus frappante de cette conviction réside dans son discours du 31 juillet 1917 prononcé à l'occasion du troisième anniversaire de la mort de Jaurès et qui marque véritablement son entrée en politique Voir, *L'œuvre de Léon Blum*, vol. 3-1, 1914-1928, Paris, Albin Michel, 1972, p. 4-19.

¹⁴ Serge Berstein, *Léon Blum*, op. cit., p. 74-79.

¹⁵ Annie Kriegel, *Le Congrès de Tours(1920), Naissance du parti communiste français*, Paris, Julliard, 1964 ; Serge Berstein, *Léon Blum*, op. cit., p. 217-222. Le discours de Blum figure dans *L'œuvre de Léon Blum*, vol. 3-1, op. cit., p. 137-160

plein accord avec Paul Faure, à la tentative de Marcel Déat de réviser le marxisme pour le mettre en adéquation avec les temps nouveaux et qu'il ne fera rien pour empêcher l'exclusion des néo-socialistes ¹⁶.

Mais la politique n'est-elle qu'un jeu intellectuel et ne risque-t-on pas de compromettre l'œuvre d'éducation destinée à attirer au socialisme la masse de la population en se contentant de faire miroiter à ses yeux un avenir radieux, mais lointain, et en se désintéressant de son sort immédiat ? Dès 1919, Léon Blum qui sort d'une expérience gouvernementale accomplie comme chef de cabinet du ministre socialiste des Travaux publics, Marcel Sembat, perçoit le danger : comment demander au suffrage universel de voter pour les socialistes si ceux-ci, à l'image des communistes, se réfugient dans une opposition systématique ? Aussi va-t-il mobiliser ses ressources intellectuelles à la fois pour convaincre les socialistes d'adopter une attitude responsable et persuader l'opinion qu'ils ont des propositions alternatives concrètes à opposer aux projets gouvernementaux qu'ils combattent. Trois étapes successives marquent cette action de Léon Blum :

- La première, qui date de 1920 alors que Blum est secrétaire du groupe parlementaire socialiste, consiste à demander aux députés de son parti de se spécialiser dans les divers domaines des affaires publiques et de proposer des contre-projets aux projets de loi gouvernementaux ¹⁷ ;

- La seconde est le choix opéré en 1924 à la suite de la victoire électorale du Cartel des gauches de ne pas participer au pouvoir afin de sauver l'unité du parti qui se briserait en cas de participation gouvernementale, mais de pratiquer le « soutien sans participation », de manière à contraindre le gouvernement radical de lancer des réformes que les socialistes inspireraient. Mais cette forme de pouvoir par procuration va déboucher sur un échec, les radicaux n'acceptant pas de se ranger derrière les vues socialistes, et la droite se refusant à faire confiance aux radicaux puisque les socialistes sont membres de la majorité ¹⁸ ;

- L'impasse du Cartel pousse alors Léon Blum à faire un nouveau pas en avant en janvier 1926 en proposant de distinguer la conquête du pouvoir, objectif lointain, de « l'exercice du pouvoir », cas de figure qui se produirait si le parti socialiste, sans disposer de la majorité absolue, était la force la plus importante d'une majorité de gauche. Dans ce cas, les socialistes accepteraient de prendre la tête du gouvernement, non pour changer le régime juridique de la propriété, mais pour tenter, dans le cadre de l'économie de marché et du capitalisme libéral, de pratiquer de vastes réformes sociales dont certaines (les nationalisations, par exemple) seraient un acheminement à la future société socialiste ¹⁹.

Or, c'est précisément le cas de figure qui se produit en 1936, qui va conduire Léon Blum à la tête du gouvernement et l'amener à une réflexion intellectuelle qui marque la dernière partie de sa vie.

La réflexion sur le réel et le retour à l'humanisme.

Lorsque Léon Blum devient président du Conseil en juin 1936, c'est évidemment l'homme politique, chef parlementaire de la SFIO, qui accède au pouvoir, même si, à

¹⁶ Serge Berstein, *Léon Blum, op. cit.*, p. 351-381.

¹⁷ Gibert Ziebura, *Léon Blum et le parti socialiste 1872-1934*, Paris, Armand Colin, 1967, p. 193-199.

¹⁸ Serge Berstein, *Léon Blum, op. cit.*, p. 269-288.

¹⁹ *Ibid.*, pp. 292-295 ; Gilbert Ziebura, *op. cit.*, p. 281-284.

l'occasion, les éditeurs se rappellent qu'il a, dans une autre vie, eu un passé d'écrivain et qu'ils procèdent à la réédition de quelques-uns de ses livres. Toutefois, le nouveau chef du gouvernement, en cohérence avec son approche des problèmes politiques, va tenter de résoudre les problèmes de la France de 1936 dans l'optique de ses réflexions des années antérieures, qu'il s'agisse de la solution de la crise économique par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses et le partage du travail, permettant l'obtention d'un temps de loisirs pour les ouvriers ou du traitement des problèmes internationaux par la négociation, la discussion avec les autres Etats quel que soit leur régime, dans le cadre d'une vision internationale. Si ce second point s'avère un échec en raison du déclenchement de la guerre d'Espagne et du bellicisme des Etats fascistes, le premier a marqué la place de Léon Blum dans l'histoire et créé le mythe du Front populaire, comme une « embellie » au sein d'une période sombre et une avancée fondamentale en matière de progrès social, grâce aux accords Matignon, aux 40 heures, aux congés payés, aux vacances au grand air ou au développement de la culture populaire. Ainsi, les spéculations théoriques de l'intellectuel Léon Blum permettent-elles au président du Conseil de faire de l'utopie une réalité et d'inscrire dans le quotidien des Français et dans la mémoire collective le sentiment qu'on assiste au début d'une ère nouvelle ²⁰. C'est d'ailleurs sur cette note qu'ont été rédigés les excellents livres qui ont célébré en 2006 le soixante-dixième anniversaire du Front populaire.

Le problème est que l'action du gouvernement Blum ne se limite pas à l'été 1936 et qu'une partie de l'action qui constitue le bilan du Front populaire est aussi à l'origine de l'échec politique de l'expérience. Or les choix intellectuels de Léon Blum sont pour beaucoup dans cette issue. Moins en raison d'une vision économique qui lui a fait négliger des paramètres essentiels tels que l'usure des machines, non renouvelées faute d'investissement durant la crise, et qui interdisait à l'industrie française de rattraper par une utilisation intensive du matériel le déficit de temps de travail dû aux quarante heures, ce qui aboutit à une diminution de la production, ni en fonction du calcul strictement arithmétique de la masse de travail disponible qui a négligé le problème de la formation des salariés et supposé qu'un ingénieur pouvait aussi aisément être remplacé qu'un manoeuvre, mais du fait de prises de position idéologiques prises durant les années vingt et renforcées par la crise néo : affirmation que les problèmes économiques et sociaux ne peuvent avoir de solution dans le cadre national, mais exigent un traitement international, conviction que seul le prolétariat constitue l'instrument de la transformation sociale et refus de prendre en compte les classes moyennes, tenues pour un groupe résiduel, condamné par l'évolution économique et dont le sort n'a pas à préoccuper les socialistes, affirmation que le marxisme constitue la seule clé valable de lecture du monde des années trente et que toute révision des idées de Marx constituerait un sacrilège, rejet des formes intermédiaires d'économie dirigée par crainte qu'elles ne se substituent au socialisme lui-même. En d'autres termes, Blum arrivant au pouvoir reste l'homme dont l'action gouvernementale est totalement inspirée par les idées du parti socialiste. Et il est emporté en juin 1937 par le vote négatif des sénateurs radicaux, poussé par les dirigeants de leur parti, qui traduisent ainsi la révolte des classes moyennes, clientèle du radicalisme contre ce qui leur apparaît comme une politique de classe ²¹.

²⁰ Serge Berstein, *Léon Blum, op. cit.*, p. 478-489.

²¹ Faute de pouvoir entrer dans une analyse détaillée des aspects de ces contradictions, on renverra à Serge Berstein, *Léon Blum, op. cit.*, chapitre XI : « L'exercice du pouvoir : les fruits amers de la réalité ».

Or cet échec va conduire Blum à réfléchir sur ses causes et à en tirer les conséquences. Dès le début de 1938, alors qu'il est sollicité à deux reprises pour former un gouvernement, c'est une tout autre politique qu'il préconise désormais et qui montre que, face à la crise persistante, à la menace fasciste, à la réalité de la société française, la priorité a changé. Elle ne réside plus dans l'unité et le succès du parti socialiste, même s'il est bien évident qu'il les souhaite toujours et espère en faire le vecteur de son action, mais dans le redressement de la France et la défense du pays face à la menace extérieure. Il prône désormais l'unité nationale, le réarmement du pays comme moteur de la reprise économique, la fermeté face au nazisme et au fascisme, des mesures en faveur du petit patronat, des vieillards, des paysans victimes de calamités agricoles. Cette révision de ses vues politiques qui se concrétisera dans le programme du second gouvernement Blum, gouvernement mort-né puisqu'il dure trois semaines en mars-avril 1938, n'est que le prélude d'une révision beaucoup plus fondamentale ²².

Celle-ci prendra forme en 1940-1941, alors que Léon Blum, arrêté par le gouvernement de Vichy, est transporté d'une prison à l'autre, en attendant le procès que Pétain entend tenter au Front populaire à travers ses dirigeants. Réfléchissant sur les causes de la défaite française comme sur son action passée (qu'il ne renie en rien et qu'il saura défendre éloquemment devant ses juges), il s'interroge sur la crise vécue par le pays durant les années de l'entre-deux-guerres et propose sa réponse dans un livre fondamental où se retrouve l'intellectuel engagé en politique, *A l'échelle humaine*. A l'origine des malheurs du pays, il discerne une profonde crise morale dont il rend principalement responsable la bourgeoisie qui n'a pas su être à la hauteur de son rôle de classe dirigeante, mais dont il n'exonère ni le monde ouvrier, ni les organisations qui avaient vocation à le représenter et à l'encadrer. Aux uns comme aux autres, il reproche de n'avoir pas su dépasser leurs intérêts égoïstes pour prendre en compte l'intérêt général. Aussi préconise-t-il pour l'après-guerre une profonde réforme intellectuelle et morale, reprenant volontairement l'expression de Renan après la défaite de 1871. Revenu en France au printemps 1945 après sa déportation à Buchenwald, c'est à devenir le fer de lance de cette réforme humaniste et personnaliste qu'il appelle le parti socialiste, l'invitant non à un rejet, mais à un dépassement du marxisme. Et la péroraison de son discours au congrès d'août 1945 propose une définition du socialisme qui ramène à ses vues de 1917, présentant la transformation sociale non comme un but en soi, mais seulement comme un moyen et une condition de la transformation de la condition humaine :

« ...L'objet révolutionnaire n'est pas seulement de libérer l'homme de l'exploitation économique et sociale et de toutes les servitudes accessoires ou secondaires que cette exploitation détermine ; mais il est aussi de lui assurer dans la société collective, la plénitude de ses droits fondamentaux et la réalisation de sa vocation personnelle... Je crois que l'objet révolutionnaire, c'est d'établir une harmonie entre cette unité qu'est la personne et ce tout que sera la société collective... Notre véritable but, dans la société future, c'est de rendre la personne humaine non seulement plus utile, mais plus heureuse et meilleure et, en ce sens, le socialisme est plus qu'une conception de l'évolution sociale ou de la constitution sociale. Il est une doctrine qui doit transformer les modes de vie et

²² *L'œuvre de Léon Blum*, vol. 4-2, Paris, Albin Michel, 1965, p. 69-76-77 ; *Journal Officiel, Débats de la Chambre des députés*, séance du 18 mars 1939 ; Jean-Marcel Jeanneney, « La politique économique de Léon Blum, dans *Léon Blum, chef de gouvernement 1936-1937*, Paris, Armand Colin, 1967, p. 223-224.

Serge Berstein, « Léon Blum, un intellectuel en politique », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°5, mai-août 2008, www.histoire-politique.fr

de pensée, qui doit transformer les mœurs et le monde entier, quand l'humanité sera pénétrée et relevée par le socialisme ²³. »

Mais, dans son congrès d'août 1946, le parti socialiste refusera l'évolution proposée par Léon Blum, préférant confier à Guy Mollet le soin de reconstituer le parti guesdiste d'avant-guerre.

Intellectuel en politique, politique qui modèle son action sur la réflexion intellectuelle, Léon Blum n'a jamais cessé d'être l'un et l'autre, même si durant ses deux vies successives, l'accent a été placé alternativement sur l'un et l'autre des termes qui constituent sa personnalité. Il reste que sa place dans l'histoire est celle d'un homme politique majeur, sans doute parce que son approche intellectuelle des problèmes politiques lui a permis de prendre de la hauteur et de placer l'éthique au centre de son action d'homme d'Etat.

L'auteur

Serge Berstein, agrégé d'histoire, docteur ès-Lettres, est professeur émérite des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris où il a dirigé le Cycle supérieur d'histoire du Vingtième siècle. Spécialiste d'histoire politique, il a publié en 2006 une biographie de *Léon Blum* (Paris, Fayard) et en 2008, en co-direction avec Michel Winock, les tomes 3 et 4 de *l'Histoire de la France politique* (Paris, Seuil, collection « Points-Histoire »), intitulés respectivement *L'invention de la démocratie 1789-1914* et *La République recommencée, de 1914 à nos jours*.

Résumé

Léon Blum a été toute sa vie un intellectuel engagé en politique. Durant plus de 40 ans, il exerce une activité littéraire tournée vers la critique, sans jamais renoncer à exprimer ses idées socialistes qui déterminent fréquemment ses choix ou ses rejets. Devenu durant la première guerre mondiale un homme politique et le dirigeant parlementaire de la SFIO, il ne cesse de se comporter en intellectuel, justifiant par le raisonnement et le recours aux principes ses décisions et ses actes. Ce qui le conduira, après une période d'adhésion formelle au marxisme, à définir un socialisme humaniste et réformiste que rejettera le parti socialiste en 1946.

Mots-clés : critique littéraire, intellectuel, Parti socialiste, marxisme, socialisme humaniste.

Abstract

Leon Blum was an intellectual engaged in politics all life long. For more than forty years, he was a critic of literature, never forgetting his socialist ideas which influenced frequently his choices and denials. Having become a politician during the first world war and the parliamentary leader of the SFIO, he never ceased to act as an intellectual, justifying his acts and decisions by his thoughts and principles. After a period of formal adherence to marxism, he was driven to define a humanist and reformist Socialism which was rejected by the Socialist party in 1946.

²³ *L'œuvre de Léon Blum*, vol. 6, 1945-1947, Paris, Albin Michel, 1958, p. 65-78.



Serge Berstein, « Léon Blum, un intellectuel en politique », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°5, mai-août 2008, www.histoire-politique.fr

Keywords : Literary critic ; intellectual ; Socialist party ; Marxism ; humanist
Socialism.